



Rapport d'activités

2016

BEDE / Biodiversité : Échanges et diffusion d'expériences
47, Place du Millénaire, Appt 74, 34000 Montpellier, France
Tél./fax : 33 – (0)4 67 65 45 12
bede@bede-sso.org / www.bede-asso.org

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
SOUTIEN AUX COMMUNAUTÉS PAYSANNES POUR LA BIODIVERSITÉ LOCALE	2
Espaces d'échanges	2
• Algérie : Journées de la figue et du figuier de Bejaïa	
• Mali : Processus Semences, Normes et Paysans (SNP)	
Formations	4
• Région Occitanie : "Les bases de la génétique pour la sélection des variétés populations"	
• Algérie : Soutien organisationnel à l'AFWB	
• Mali : Formation "Produire ses semences locales en agroécologie paysanne"	
COCONSTRUCTION DES SAVOIRS AVEC LA RECHERCHE	5
• Algérie : Recherche collaborative et innovation paysanne pour la figue et la datte	
• Mali : Atelier "Pour une approche conjointe nutrition/biodiversité au Mali"	
• Mali : Échange des savoirs agroécologie paysanne et gestion des ravageurs	
• France : Élaboration de projets de recherche-action	
PARTICIPATION AUX PLAIDOYERS EN RÉSEAUX	7
• France : Loi Biodiversité	
• Europe : "Pas de brevets sur les semences / No Patent on Seeds"	
• Afrique de l'Ouest : Caravane de la Convergence des luttes	
• International : Contribution de la société civile au Rapport sur l'état de la biodiversité	
SENSIBILISATION ET DIFFUSION	9
• Algérie / France : Edition de « Passions de figues »	
• Algérie : Edition de "Les plantes qui nourrissent notre village"	
• Mali : Réalisation d'étiquettes pour des produits locaux	
• Afrique de l'Ouest : Rapport sur la recherche agricole pour l'agroécologie	
• Mali : Étude "Biodiversité et Nutrition"	
• Mali : Étude "Semences, Normes et Paysans"	
• Afrique de l'Ouest : Tournage du documentaire "Éloge des mils"	
INFORMATION ET COMMUNICATION	12
BEDE A PARTICIPÉ, CO-ORGANISÉ, ANIMÉ	12
VIE ASSOCIATIVE	13

INTRODUCTION

Les paysannes et les paysans font vivre la biodiversité.

« Nous avons contribué à façonner la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture, et elle nous façonne en retour. De cette relation mutuelle dépendent la souveraineté alimentaire et la santé de l'environnement. »

Partout dans le monde les paysans -cultivateurs, éleveurs, pasteurs, habitants des forêts, artisans pêcheurs, peuples autochtones et autres petits producteurs d'aliments ruraux et urbains, hommes et femmes- se considèrent comme faisant partie intégrante de la biodiversité. Leurs voix et leurs visions ont été réunies pour servir de contre point des praticiens au premier rapport officiel sur l'État de la biodiversité mondiale pour l'alimentation et l'agriculture, dirigé par la Commission ressources génétiques de la FAO qui devrait être publié en 2017.

BEDE a contribué au Groupe de travail sur la biodiversité agricole du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP), qui s'est chargé de ce travail de collecte auprès des organisations paysannes dans le monde entier. La brochure publiée en 5 langues qui reprend la synthèse souligne l'unicité du message des paysannes et paysans issus pourtant d'une multiplicité de peuples et de territoires.

Partout il est reconnu qu'en tant qu'êtres humains, nous faisons partie de la diversité des êtres vivants ; nous ne sommes pas au-dessus, nous ne sommes pas à côté. Partout est souligné que la biodiversité est à la base de la production agro écologique, qu'elle est indissociable des connaissances paysannes et rend l'environnement plus résilient. Partout, sur toutes les terres, sur toutes les mers, les paysannes et les paysans clament que la biodiversité aujourd'hui est en péril, qu'il faut d'urgence s'unir pour reconquérir l'accès aux terres et à l'eau et pour stimuler un modèle de production , interconnecté avec la consommation qui entretient la biodiversité. Partout les petits producteurs se relient avec des consommateurs, les artisans transformateurs, les chercheurs, pour que leur travail et la biodiversité soient valorisés dans la société.

Partout les communautés paysannes luttent pour exercer un contrôle collectif sur leurs semences et sur les autres composantes de la biodiversité et pour être véritablement associées à l'élaboration des politiques qui concernent la survie de leur existence liée à la biodiversité.

La biodiversité pour l'agriculture et l'alimentation est véritablement en péril. Sur toute la planète. La généralisation d'une agriculture industrielle de monoculture se poursuit malgré les alertes sur les conséquences de la perte de la diversité dans les cultures et les élevages, notamment l'augmentation des traitements chimiques et leurs répercussions sur la santé. De manière logique, le contrôle du secteur des semences se concentre entre les plus grandes multinationales de la chimie. En 2016, les fusions entre *Bayer et Monsanto, Syngenta et ChinaChemical, Dupont et Dow Chemical*, permettent à trois firmes géantes de pesticides de renforcer leur contrôle sur plus 50% des semences commerciales à l'échelle mondiale. Les lobbys influencent les législateurs pour faciliter l'appropriation du vivant par brevet notamment des gènes natifs alors que le nombre de brevets déposés sur les plantes se chiffre en milliers à l'Office européen des brevets.

A travers ses activités, BEDE poursuit et accompagne ce combat pour des droits collectifs des paysannes et des paysans qui enrichissent la biodiversité dans la perspective de la souveraineté alimentaire. Nous travaillons dans des régions du monde reliées -Europe, Méditerranée, Afrique de l'ouest- où les tensions sur la biodiversité et la paysannerie ne manquent pas. L'asymétrie entre les moyens techniques et financiers des forces de destruction et ceux des forces de restauration de la biodiversité est grandissante. Cela ne nous décourage pas. La mise en mouvement des organisations paysannes dans différents contextes est stimulante. Les initiatives se multiplient et se connectent ; et leurs développements nous donnent de l'espoir.

SOUTIEN AUX COMMUNAUTÉS PAYSANNES POUR LA BIODIVERSITÉ LOCALE

■ Espaces d'échanges

→ Algérie : Journées de la figue et du figuier de Bejaïa avec l'Association des figuiculteurs de la wilaya de Bejaïa (AFWB)

Ces journées de la figue et du figuier (deuxième "Fête de la figue et du figuier" après celle de 2014) ont été organisées à Bejaïa, métropole régionale, du 22 au 24 septembre 2016. Une évolution dans l'organisation avec un format de journées qui va au delà de la traditionnelle exposition-vente de figues, en proposant notamment des stands présentant des variétés de figues et des produits dérivés, trois conférences-débats : "Biodiversité cultivée et souveraineté alimentaire", "État de la biodiversité des figuiers dans la Wilaya de Bejaïa", "Dynamisation de la filière" et des tables rondes avec les agriculteurs ainsi que la projection d'un film et des activités pour les enfants.

L'un des points forts de ces journées a été la participation remarquée du groupe de femmes transformatrices de Beni Maouche qui avaient bénéficié d'une formation à la transformation des figues donnée par Marie Poizat (présente elle aussi aux journées). Elles ont proposé des ateliers de démonstration de recettes et présenté le livre "*Passions de figues*" (voir plus loin dans ce rapport).

Ces journées ont été l'occasion de faire participer des membres d'autres associations avec lesquelles BEDE travaille dans le pays : des phœniciculteurs de Beni Isguen (Association Tazdaït), qui ont exposé et commenté la grande diversité de dattes qu'ils cultivent, et les enfants du Village de Tazla (Association culturelle de Tazla) qui ont pu présenter la publication "Les plantes qui nourrissent notre village" (voir plus loin dans ce rapport).

L'événement s'est bien déroulé et plus de 80 paysans y participant y ont rencontré des milliers de citoyens-consommateurs. Les media algériens ont bien couvert l'événement (voir en particulier El Watan du 29 octobre 2016).



→ Mali : Processus Semences, normes et paysans (SNP)

L'Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement (IRPAD), et BEDE ont initié un processus de réflexion intitulé « *Semences, Normes et Paysans : Construire un cadre de concertation multi-acteurs sur le cadre normatif des semences et les droits des petits producteurs au Mali* ».

L'objectif final de cette initiative est d'arriver à mettre en place un espace de dialogue qui puisse dégager un cadre juridique consensuel protégeant les droits des petits producteurs maliens sur les semences traditionnelles/paysannes.

L'initiative engagée par l'IRPAD et BEDE est prévue en plusieurs phases dont la première a commencé par une étude destinée à faire un état des lieux du cadre normatif et institutionnel des semences végétales au Mali qui a été réalisée dans la première moitié de l'année 2016 (voir plus loin dans ce rapport).

Les premiers résultats de l'étude ont permis d'alimenter les discussions dans quatre consultations séparées, réunissant plus d'une centaine de représentants des parties prenantes du secteur semencier au Mali. Les ateliers de deux jours ont rassemblé tour à tour les organisations maliennes du Comité ouest africain des semences paysannes (COASP-Mali), les agriculteurs des coopératives de multiplication de semences certifiées de l'Association des organisations des producteurs professionnels (AOPP), une diversité de producteurs membres de organisations faïtières nationales et des relais en agroécologie paysanne de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP). Un atelier de travail avec les services étatiques, les institutions de recherche et des ONG a complété la première phase du processus.

Les ateliers de concertations ont notamment permis de :

- Renforcer les capacités des organisations paysannes dans la compréhension des enjeux sur les lois et règlements qui concernent les semences au Mali ;
- Confirmer l'existence de deux systèmes semenciers complémentaires, mais souvent en concurrence : celui des semences certifiées et celui des semences traditionnelles/paysannes qui valorise la biodiversité ;
- Clarifier les concepts clés et les besoins complémentaires en information et en formation pour les organisations de producteurs ;
- Formuler des recommandations au sein des organisations paysannes pour la reconnaissance des semences paysannes, dont l'élément principal est la nécessité de compléter le cadre juridique en clarifiant le statut de ces semences et les modalités de leur utilisation par les différents acteurs ;
- Établir les bases d'un cadre de concertation pour instaurer un dialogue multi-acteurs pour la reconnaissance et la promotion des semences traditionnelles/paysannes ainsi que les droits des agriculteurs à librement utiliser lesdites semences.

Par la suite, à la demande des organisations paysannes, une rencontre de l'ensemble ces organisations réunissant la CNOP, l'AOPP et le COASP-Mali a été organisée en décembre 2016. Cette rencontre avait pour objectif de faciliter le rapprochement les positions des différentes organisations et d'envisager une stratégie commune quant à la clarification du statut des semences paysannes, et leur promotion au Mali. Cette rencontre dite "de convergence "a débouché sur des éléments de stratégie commune s'articulant principalement autour de 2 axes :

- Un axe de renforcement du système semencier paysan basé sur les semences traditionnelles/paysannes, les savoir-faire et les savoir-être des paysans qui produisent en agroécologie paysanne ;
- Un axe de plaidoyer politique et réglementaire pour défendre et promouvoir les droits des paysans dans les instances de décisions pour une reconnaissance officielle des semences paysannes et des droits des agriculteurs.

A l'issue des travaux, un groupe de suivi a été mis en place afin d'affiner la stratégie et de proposer des éléments de contenus quant au plaidoyer à mener. Ce groupe est composé d'une vingtaine de personnes dont 5 personnes proposées par chacune des organisations participantes, la CNOP, l'AOPP et le COASP-Mali, de cinq personnes ressources dont deux de BEDE et de l'IRPAD, les structures qui facilitent le processus SNP. Ce groupe aura la tâche de faire avancer le processus vers son objectif en 2017.



■ Formations :

→ **Région Occitanie : "Les bases de la génétique pour la sélection des variétés population à la ferme."**

Cette formation, organisée par BEDE et co-animée avec les Semeurs du Lodévois-Larzac, a réuni une dizaine de paysans/maraîchers engagés ou souhaitant s'engager dans le travail de sélection et de multiplication de variétés paysannes à la ferme. Elle avait pour objectifs de :

- Acquérir les principes de la génétique et de la sélection végétale pour la sélection et multiplication des variétés populations à la ferme ;
- Améliorer la production en valorisant la biodiversité cultivée, notamment patrimoniale lorsqu'il s'agit de variétés traditionnelles de pays ;
- Réduire l'impact sur l'environnement grâce à l'utilisation de variétés paysannes adaptées au terroir, dans des modes de production en agroécologie ;
- S'adapter aux changements climatiques (capacité d'adaptation des variétés).

Elle s'est déroulée sur 2 jours : le premier à Montpellier sur La domestication des espèces (Notions de botanique et de génétique utiles en sélection des plantes; Histoire de la sélection : de la sélection paysanne massale aux biotechnologies; La sélection végétale aujourd'hui : modalités et acteurs)

Le second sur le terrain, dans la ferme de Marie et Yves Giraud au Bousquet d'Orb sur La sélection des variétés paysannes à la ferme, mode d'emploi (Les différents programmes de sélection à la ferme, la recherche participative; Évolution des cadres réglementaires de la production de semences; Étude pratique à la ferme : l'exemple de l'oignon doux de Tarassac).



→ **Algérie : Soutien organisationnel : Formation des animatrices de l'AFWB**



Les cofinancements obtenus localement ont permis de stabiliser les postes de deux ingénieures agronomes au sein de l'association des figuiculteurs de la wilaya de Béjaïa, qui tout en animant l'association de paysans, assument des fonctions de chargées de projet. L'une d'elles se consacre à l'accompagnement des femmes rurales souhaitant développer une activité économique, la deuxième se charge des activités concernant le développement de la filière figue et plus généralement de l'agriculture de montagne.

Dans le cadre du soutien au fonctionnement de l'association AFWB, une formation de deux

semaines a été organisée au siège de BEDE et auprès de partenaires associatifs et paysans dans la région de Montpellier du 18 au 31 décembre 2016. Les deux stagiaires ont ainsi pu renforcer leurs connaissances et leur maîtrise sur le montage de projet en travaillant concrètement sur un projet de leur association, la construction d'un rétro-planning pour un événement tel que les journées de la fige et du figuier à organiser pour l'année prochaine, ainsi que l'élaboration d'un budget prévisionnel et d'un bilan financier annuel (comptabilité analytique, et réaliser un dépliant de communication.

Des visites sur le terrain leur ont donné un aperçu des dynamiques paysannes collectives dans les Cévennes, en particulier autour des communautés qui font revivre les châtaigneraies et leurs modes d'organisation (CUMA, transformation, marques, labels, boutique paysanne, fêtes thématiques, etc.), dont les enjeux et réalités sont proches de ceux de leurs figueraies et de leur région de montagnes de Kabylie, et peuvent inspirer des démarches analogues.

→ Mali : Formation « Produire ses semences locales en agroécologie paysanne »

Depuis plusieurs années, la COFERSA a pris la voie de l'agroécologie paysanne en formant et en équipant plus d'une centaine de femmes. Elle a toujours donné une place importante à la semence locale et à sa valorisation et a souhaité aller plus loin en organisant une formation sur la production, la valorisation et la diffusion des semences de variétés locales.

Organisée du 21 au 27 novembre à Sikasso en collaboration avec l'association BEDE et soutenue par la FAO (dans le cadre du programme « Consolidation des approches de l'Agriculture Intégrée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour la biodiversité au Mali », la rencontre a réuni 40 personnes.

L'objectif principal de la formation était de renforcer les capacités des femmes rurales et de la Cofersa dans la production agricole et alimentaire en agroécologie paysanne. L'accent a été mis sur la gestion des semences locales, leur production et leur conservation.

Présentation du réseau du COASP-Mali (Comité ouest africain des semences paysannes au Mali, dont fait partie la Cofersa) et ses missions .

Une introduction sur le TIRPAA (Traité international des ressources des plantes pour l'alimentation et l'agriculture) par son point focal au Mali a permis une discussion sur la gestion *in situ* et *ex situ* (art. 5) et les droits des agriculteurs (art. 9).

Identification et échange de semences : Les participant.e.s, venu.e.s en majorité de la grande région de Sikasso, avaient apporté des semences qui ont pu être décrites avec la fiche élaborée par le COASP. De nombreuses variétés alimentaires locales ont pu être répertoriées dont plusieurs de maïs, arachide, riz des bas fonds, sorgho, etc. Une séance d'échange a été organisée et chaque participant.e a eu l'occasion de choisir une ou deux variétés et s'est engagé.e à la tester et la multiplier pour rapporter le double de semence à la COFERSA pour la Case de semences.

COCONSTRUCTION DES SAVOIRS AVEC LA RECHERCHE

→ Algérie : Recherche collaborative et innovation paysanne dans le domaine de la culture de la figue et de la datte.

Le lien établi avec l'université de Bejaïa se renforce.

Sur la datte : De nouveaux échantillons d'une dizaine de variétés de dattes du Mzab récoltés en automne 2016 sont en cours d'étude. La composition biochimique des variétés de dattes est significativement différente, ce qui augure de nouvelles pistes de valorisation adaptées à chaque variété. Les résultats ont besoin d'être confirmés 3 années de suite, ce à quoi s'attachent actuellement les deux doctorantes qui travaillent sur ce sujet.

Sur la figue : Les travaux de recherche sur la valorisation de la figue inscrits fin 2015 se sont bien déroulés. Des résultats encourageants ont été obtenus sur la fabrication de vinaigre de figue, de pâte de figue, mais encore une fois la recherche est un processus long, et les études ont besoin d'être reconduites en 2017 avant d'éditer des résultats.

Une nouvelle thèse de doctorat sur la figue a été inscrite en fin 2016 : « Etude de l'agro-biodiversité de *Ficus carica* en Kabylie et exploitation du potentiel de transformation et de traitement post-récolte des fruits ».

A noter également : afin de préfigurer les futurs vergers de montagnes, une première étude collaborative sur l'impact des changements climatiques sur l'agriculture de montagne a été confiée à l'Université de Bejaïa.

Les processus collaboratifs paysans-chercheurs sont confrontés aux rigidités administratives et financières propres aux universités, cependant, depuis 3 ans, les progrès constatés sont immenses.

→ **Mali : Atelier « Pour une approche conjointe de la nutrition et de la biodiversité au Mali : opportunités et défis ».**

L'atelier qui s'est déroulé les 6 et 7 décembre 2016 à Ségou a essentiellement porté sur la mise en œuvre des récentes directives de la Commission des ressources génétiques de la FAO pour des politiques qui prennent en compte la biodiversité dans l'alimentation.

En vue d'organiser cet atelier, BEDE a réalisé en octobre 2016 une étude préliminaire afin de « recenser les secteurs pertinents et les objectifs de développement au Mali pour lesquels il est possible de prendre en compte des considérations relatives à la biodiversité en faveur de la nutrition » (voir plus loin dans ce rapport).

L'atelier a réuni 30 personnes, représentants nationaux et régionaux des ministères de l'agriculture et de la santé, universitaires et chercheurs, organisations paysannes, organisations de la société civile et représentants de la FAO Mali et de la FAO Rome.

L'atelier a su souligner la contribution importante que la biodiversité peut procurer à la nutrition, par le biais de l'agroécologie paysanne notamment. Les défis importants auxquels font face la biodiversité et la nutrition furent présentés puis débattus, parallèlement à l'attention qui doit être portée au rôle des femmes pour résoudre ces défis, ainsi qu'à la promotion d'une alimentation traditionnelle, bio-diversifiée, sans apports chimiques et très peu transformée. Les participants ont affirmé et argumenté qu'il était possible de nourrir toute la population du Mali et d'atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaire à l'échelle nationale grâce à cette approche.

Lors de cet atelier qui a été marqué par un rapprochement de visions autour de la souveraineté alimentaire, il fut décidé de confier à la société civile l'animation d'un plaidoyer sur la prise en compte de la biodiversité dans la nutrition, avec un portage par la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) en collaboration avec le Réseau Mali de Nutrition (REMANUT).

Ces deux organismes travailleront en collaboration avec le groupe de travail qui a été mis en place à l'issue de la rencontre, les chercheurs alliés et les acteurs de la société civile, notamment les associations de consommateurs pour œuvrer à la promotion et à la réalisation d'une telle approche.

BEDE va continuer son rôle d'animation et de facilitation pour la mise en œuvre effective des recommandations.



→ Mali : Échanges de savoirs sur l'agroécologie paysanne et la gestion des ravageurs

En collaboration avec la COFERSA et l'IPR de Katibugu, BEDE a co-organisé une formation sur l'agroécologie paysanne et la gestion des ravageurs, soutenue par la FAO dans le cadre du programme « Consolidation des approches de l'Agriculture Intégrée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour la biodiversité au Mali ».

Pendant 5 jours, en août 2016, cette formation a mis à profit les savoirs paysans et les savoirs scientifiques en réunissant 40 productrices, un enseignant chercheur en entomologie du laboratoire de biologie des arthropodes et de lutte intégrée de l'IPR de Katibougou, une représentante de BEDE et deux représentants de la FAO.

L'objectif principal de la formation était de renforcer les capacités des femmes rurales et de la COFERSA en matière de production agricole et alimentaire en agroécologie paysanne. La formation a mis l'accent sur la question de la gestion des ravageurs et de la biodiversité agricole.

Ainsi les points abordés, avec la contribution à la formation d'un entomologiste agroécologiste, le Pr Amadou Coulibaly, ont permis :

- De situer l'importance de la gestion de la biodiversité en agroécologie paysanne;
- D'aider à identifier les populations d'insectes, leurs rôles, leurs cycles, les plantes hôtes dans les principales cultures et en conservation...;
- De renforcer les capacités des agricultrices à mieux observer les insectes, s'ils sont nuisibles ou utiles, leurs cycles et l'interaction avec le milieu et leur suivi;
- D'aider à formuler des modes de gestion agroécologique des ravageurs : gestion de la biodiversité et des cultures associées, élaboration de biopesticides...
- D'esquisser une collaboration entre IPR labo entomologie et malien, l'organisation COFERSA et BEDE.

→ France, dans la région Occitanie : Élaboration d'un projet de recherche action sur la coexistence des systèmes semenciers et prémisses d'un espace de concertation Sciences /Société à Montpellier

Avec la communauté des chercheurs d'Agropolis, qui est l'un des plus grands pôles de recherche agronomique d'Europe, l'ouverture à la société civile et aux organisations paysannes de notre premier projet de recherche collaborative (Laboratoire hors murs pour l'agrobiodiversité (LHM), 2014-2015) a porté des fruits. D'une part parce que BEDE, à travers cette expérience a pu être reconnue et ainsi sollicitée comme partenaire pour un grand projet étendard (CoEx, 2017-2019) porté par le CIRAD sur la coexistence des systèmes semenciers, projet de recherche collaboratif sur les questions de gouvernance qui pourrait servir à mieux légitimer les semences paysannes. Et d'autre part parce que les recommandations du projet des Laboratoires Hors Murs, grâce au travail en relation avec des chercheurs de Supagro et l'aide de Sciences citoyennes, se concrétisent avec la Maison des sciences de l'homme dans l'élaboration d'un futur espace de concertation Sciences /Société type "Boutique de Sciences" à Montpellier.

PARTICIPATION AUX PLAIDOYERS EN RÉSEAUX

→ France : Loi Biodiversité avec le Collectif Semons la biodiversité :

BEDE participe depuis 2014 aux débats dans le Collectif Semons la biodiversité (qui regroupe une vingtaine d'organisations de la société civile française) sur le projet de loi qui a été finalement adopté en juillet 2016. Les résultats pour la biodiversité agricole sont en demi teinte, comme en témoigne le communiqué du Collectif :

« Le parlement a d'abord étendu à l'ensemble des paysans le droit d'échanger leurs semences et plants dès lors qu'ils n'appartiennent pas à une variété protégée par un Certificat d'Obtention Végétal (qui est un droit de propriété industrielle) : une avancée majeure pour la réalisation des objectifs de l'agroécologie paysanne. Il a ensuite interdit les brevets sur les plantes et les animaux issus de procédés essentiellement biologiques tels que le croisement ou la sélection, ainsi que sur les informations

génétiques qu'ils contiennent. Mais la pression des lobbys a bloqué toute tentative de réglementation obligatoire des nouveaux OGM issus des dernières techniques de génie génétique et de bio-informatique. Elle a ensuite empêché l'interdiction des brevets sur les gènes natifs que permettent ces techniques. En effet, si ces nouveaux OGM restent cachés, non seulement les consommateurs en mangeront sans le savoir, mais en plus rien n'obligera l'industrie à indiquer ce qui permet de distinguer les plantes et les animaux dont elle a modifié les gènes, de plantes et d'animaux issus de sélections paysannes ou artisanales et naturellement porteurs de caractéristiques identiques à celles qu'elle a brevetées. «

→ **Europe : "Pas de brevets sur les semences / No Patent on Seeds" (avec le RSP)**

BEDE participe au groupe de travail du Réseau semences paysannes qui suit les mobilisations européennes sur les brevets des semences.

Notamment en prenant part en avril 2016 à une opposition de masse au brevet de la compagnie suisse Syngenta concernant les traits natifs de tomates. Pendant la période de l'opposition il s'agit ici de rappeler aux politiques la nécessité de prendre des mesures pour contrer les brevets sur les plantes et les animaux et de faire évoluer la réglementation existante.

→ **Afrique de l'Ouest : Accueil de la caravane de la Convergence ouest Africaine des Luttés pour la Terre et l'Eau**

A l'invitation de la COFERSA en collaboration avec BEDE, le COASP Mali réuni à Sikasso a accueilli la caravane ouest africaine pour la convergence des luttes pour la Terre, l'Eau et les semences paysannes autour de la thématique : « Semences Paysannes, agroécologie et Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire. »

Cette Caravane a été organisée dans l'objectif d'influencer les politiques et les textes législatifs en cours d'élaboration sur le foncier, l'eau, les ressources et les semences dans l'espace CEDEAO et UEMOA et de défendre les droits des paysans dans le cadre de la souveraineté alimentaire en promouvant l'agroécologie paysanne.

Les membres de la délégation venus du Ghana, Togo, Bénin et Burkina Faso ont échangé leurs expériences autour du thème « Semences Paysannes, agroécologie et Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire », particulièrement approprié en ce jour de célébration de la journée internationale de la femme.

Une délégation officielle est venue participer à la cérémonie de remise du livre de la convergence des luttes pour la terre, l'eau et les Semences paysannes. Lors de cette cérémonie animée par Professeur Mohamed Coulibaly de l'IPR de Katibougou, la Présidente de la COFERSA a lu la déclaration du COASP Mali à la caravane. Les autorités locales présentes ont salué l'initiative, en encourageant les caravaniers à poursuivre et se sont dites prêtes au dialogue localement.



→ **International : Contribution de la société civile au Rapport de la FAO sur l'Etat de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde.**

Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) est une plate-forme mondiale autonome et auto-organisée de producteurs d'aliments à petite échelle, d'organisations de travailleurs ruraux et de mouvements sociaux et communautaires (800 organisations et 300 millions de personnes) dont l'objectif est de faire avancer la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire au niveau mondial et régional. Le CIP a été officiellement mis en place en 2003 pour réagir à la simplification de la question de l'agriculture se concentrant uniquement sur l'exportation pour les marchés internationaux. Il facilite la création d'alliances et de synergie entre les différents mouvements et le dialogue avec les différents gouvernements et institutions.

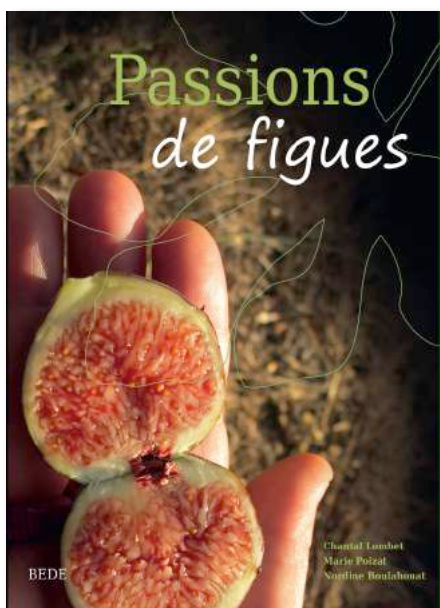
Le Secrétariat de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CGRFA) de la FAO a proposé au CIP (Comité international de planification pour la Souveraineté alimentaire) de réaliser une étude qui sera la contribution de la société civile au premier rapport de la FAO sur l'État de la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde, qui devra être publié en 2017. BEDE fait partie du groupe de travail sur la biodiversité agricole du CIP et à ce titre a participé à la collecte et à la synthèse des données présentes dans l'étude "Les paysannes et les paysans font vivre la biodiversité", à paraître en 2017. Une synthèse en 5 langues a été éditée sous forme de brochure : « Les paysannes et les paysans font vivre la biodiversité. »



SENSIBILISATION ET DIFFUSION

→ **Algérie et France : Edition de "Passions de figues"**, avec les femmes transformatrices de figues.

Auteur.e.s : Chantal Lombet, Marie Poizat et Nordine Boulahouat (BEDE). Réalisé en collaboration avec l'Association des Figuiculteurs de la Wilaya de Bejaia en Algérie (parution septembre 2016)



Depuis 2008, BEDE a organisé plusieurs échanges et formations avec des cultivatrices et transformatrices de figues françaises du Languedoc et des femmes de figuiculteurs de Kabylie. Des liens forts se sont noués et les femmes ont décidé de partager leur passion commune dans un livre. Cet ouvrage, "Passions de figues", est paru en septembre 2016.

Avec « Passions de figues », BEDE souhaite mettre en avant un fruit aux vertus exceptionnelles, et transmettre les savoirs précieux de femmes méditerranéennes sur la diversité de ses usages en cuisine. En plus de nombreuses connaissances sur l'histoire, la culture et la diversité variétale, cet ouvrage propose un cahier de recettes sucrées et salées ainsi que des usages thérapeutiques, le tout illustré de nombreuses photos. Tout en encourageant les familles de figuiculteurs désireuses de monter un petit atelier de transformation pour le marché local, ce livre met à l'honneur les paysannes qui transforment les produits pour générer des revenus agricoles durables, en particulier en

Algérie, afin de contribuer au rééquilibrage de leur position dans une société qui leur laisse peu de place. Il permettra de rendre visibles les capacités des femmes rurales, renforcera leur crédibilité et facilitera l'obtention de soutiens économiques.

→ **Algérie : Edition de "Les plantes qui nourrissent notre village", par les enfants de Tazla (Algérie) et Nordine Boulahouat (BEDE). Réalisé en collaboration avec l'Association ADHRAR pour le développement local du village de Tazla, parution : septembre 2016.**

Ce livre est le fruit d'un projet pédagogique de sensibilisation à la préservation de la biodiversité cultivée localement, commencé en 2015 avec l'Association de Tazla (Kabylie, Algérie) et les enfants du village. 17 enfants de 7 à 17 ans ont été invités à choisir les plantes nourricières qui représentent leur village et à écrire un livret pour en parler. Ils ont été encadrés par deux instituteurs résidents à Tazla et par le chargé de mission de BEDE. Les enfants ont enquêté auprès de leurs familles et leur travail est restitué dans cet ouvrage, complété par leurs dessins et de nombreuses photos.

Les enfants sont venus aux Journées de la Figue de Bejaia pour présenter leur livre en septembre 2016.



→ **Mali : Réalisation d'étiquettes pour valoriser les produits locaux issus de l'agroécologie :**

BEDE a soutenu la COFERSA dans l'élaboration et la réalisation d'une série d'étiquettes de produits issus de la biodiversité locale.

Ces étiquettes informatives sur l'intérêt nutritionnel des produits permettent de mettre en valeur le produit et d'informer les consommateurs sur l'intérêt de consommer la biodiversité locale pour mieux se nourrir. Les produits ainsi mis en valeur sont par exemple la poudre de feuilles de baobab très riche en fer, le

soumbala mix qui est un condiment traditionnel riche en protéines, le fonio précuit qui est une céréale ancestrale à fort potentiel nutritionnel, ou encore la confiture de mangue qui permet de valoriser un fruit riche en vitamine A (et le datu, le karité, le gombo, etc.)

Ces étiquettes ont été éditées à 2000 exemplaires chacune et permettent à la Cofersa de faire circuler largement ses produits sur le marché malien tout en sensibilisant les consommateurs à l'intérêt de consommer les produits issus de la biodiversité locale.

→ **Afrique de l'Ouest : Rapport sur les contributions nécessaires de la recherche agricole pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest.**

Ce rapport sur les contributions nécessaires de la recherche agricole pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest tend à dresser une analyse en partant des besoins, des expériences ainsi que des initiatives déjà entreprises, dans la perspective d'une mise en œuvre des recommandations du Symposium International sur l'Agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition de la FAO (2014) et de la Réunion régionale de la FAO pour l'Afrique sur l'agroécologie (2015).

L'angle d'approche de ce rapport porte sur la recherche agricole en Afrique de l'Ouest, plus particulièrement dans le domaine de l'agriculture familiale et de l'agroécologie.

BEDE en est le principal auteur. Après une version provisoire, BEDE a intégré les ajouts de FAO-AGPME. Le rapport sur les contributions nécessaires de la recherche agricole pour l'agroécologie en Afrique de l'Ouest sera utilisé par la FAO comme contribution à leurs activités liées aux réseaux de recherche paysans «Farmer research networks» et à la Plateforme des connaissances sur l'agroécologie.

→ Mali : Étude "Biodiversité et nutrition".

En vue d'organiser l'atelier sur ce thème (voir plus haut dans le rapport), BEDE a réalisé en octobre 2016 une étude préliminaire afin de « recenser les secteurs pertinents et les objectifs de développement au Mali pour lesquels il est possible de prendre en compte des considérations relatives à la biodiversité en faveur de la nutrition ».

Cette étude a principalement été orientée pour identifier les pistes pour la mise en œuvre au Mali des Directives volontaires de la FAO pour la prise en compte systématique de la biodiversité dans les politiques, programmes et plan d'action nationaux et régionaux relatifs à la nutrition.

Ces Directives récentes (janvier 2016) ont été élaborées au sein de la Commission des ressources génétiques de la FAO. Elles servent à aider les pays à mieux utiliser et valoriser la biodiversité pour l'alimentation et l'agriculture dans leurs programmes relatifs à la nutrition afin de lutter contre toutes les formes de malnutrition. Elles visent notamment à promouvoir spécifiquement la connaissance, la conservation, la mise en valeur et l'utilisation de variétés et de cultivars de plantes et de races d'animaux utilisés pour l'alimentation, ainsi que des espèces sauvages, négligées ou sous utilisées qui contribuent à la santé et la nutrition.

L'étude réalisée s'inscrit dans l'un des premiers principes de ces Directives, à savoir « Recenser tous les secteurs pertinents et les objectifs de développement pour lesquels il est possible de prendre en compte des considérations relatives à la biodiversité en faveur de la nutrition, y compris les actions de suivi menées par le pays dans le sillage de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) ». Elle tente de répondre à la problématique suivante : Comment le Mali peut-il répondre aux besoins conjoints de la production et de la nutrition tout en respectant la biodiversité ?

Fondée sur des références issues de la littérature institutionnelle et scientifique complétées par les résultats pertinents de programmes et projets réalisés par les organisations de la société civile, cette étude a ainsi permis d'établir un premier état des lieux des politiques et autres textes, mais aussi des initiatives qui font le lien entre biodiversité, nutrition et production. Lors de l'atelier, la version provisoire de l'étude a servi de base de travail pour permettre aux principaux acteurs concernés par le sujet de la compléter, et de dégager des pistes d'actions et de recommandations pour la mise en œuvre des directives volontaires au Mali. Elle sera bientôt disponible.



→ Mali : Étude "Semences, Normes et Paysans"

Considérée comme une activité importante pour engager le processus sur de bonnes bases, l'IRPAD et BEDE ont jugé nécessaire de mener la réalisation de l'étude en plusieurs étapes afin de la mettre en adéquation avec les autres activités dont elle est à la fois un élément de contenu, mais aussi un résultat. En effet, les premiers résultats de l'étude ont servi à alimenter les échanges au cours des ateliers de concertation des acteurs du système semencier (voir plus haut dans le rapport). C'est à l'issue des différentes consultations, que la version finale de l'étude a été rédigée.

Cette version finale présente et analyse les textes nationaux, sous régionaux et internationaux fixant le cadre juridique applicable aux semences, à savoir : les règles relatives à la commercialisation des semences, aux droits de propriété intellectuelle touchant aux semences, ainsi que les règles portant sur la biosécurité, la biodiversité et les ressources phytogénétiques, y compris la place des semences paysannes/traditionnelles au sein du système semencier.

Elle se termine sur un ensemble de recommandations pour l'amélioration de la gouvernance des semences au Mali, en mettant un accent particulier sur la prise en compte des semences paysannes/traditionnelles dans le système officiel, ainsi que la mise en œuvre des dispositions relatives aux droits des agriculteurs sur les ressources génétiques, les semences en l'occurrence.

Pour optimiser sa diffusion et l'appropriation de son contenu par les membres des organisations paysannes, une synthèse en a été produite en français et traduite en Bamanankan. Ces publications ont été largement diffusées au Mali auprès des organisations paysannes, des ONG, de la recherche, et des services étatiques, en version imprimée et numérique.



→ Afrique de l'Ouest : Tournage et montage du documentaire "Éloge des mils"

Ce film sera un éloge aux mils d'Afrique et aux sociétés paysannes qui les ont sélectionnés.

Il veut montrer combien, dans un contexte de crises alimentaires aggravées par les changements climatiques dans des zones particulièrement vulnérables que sont le continent africain et le sous-continent indien, la renaissance des cultures de mil / des mils, représente une alternative nourricière d'autant plus précieuse qu'elle est ancrée dans une histoire et des savoirs encore vivants aujourd'hui.

Les premières séquences ont été tournées lors de la 4^{ème} édition de la Foire de Djimini au Sénégal en mars 2014. Le tournage s'est poursuivi en 2015 en Afrique de l'ouest et en France et en février 2016 en Inde. Le film est en cours de montage et la sortie de la première partie, "L'héritage africain", est prévue en juin 2017.

INFORMATION ET COMMUNICATION

Le site a continué à être actualisé régulièrement en français et s'est efforcé (plus difficilement) de tenir le rythme en anglais.

Le bulletin "Des Nouvelles de BEDE" format papier a été remplacé après le numéro de février 2016 par une LIN (lettre d'information numérique) trimestrielle dont la première a été diffusée en novembre 2016.

La page Facebook est utilisée ponctuellement pour diffuser des dates d'événements et de rencontres.

BEDE A PARTICIPÉ, CO-ORGANISÉ, ANIMÉ :

Rencontre des acteurs des semences paysannes au Mali (COASP Mali) et accueil de la caravane de la Convergence des luttes pour la terre, l'eau et les semences paysannes, du 4 au 8 mars 2016 à Sikasso (Mali), organisés avec la COFERSA sur le thème "Femmes rurales, semences et agroécologie paysannes pour la souveraineté alimentaire". (voir dans ce rapport).

Table ronde « Produire des semences », organisée le 21 mars 2016 à SUPAGRO-Montpellier.

Bourse aux graines et aux plants organisée le 1er mai par le Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac à La Vacquerie (34).

Conférence de R.A. Brac de la Perrière sur son livre "Semences paysannes, plantes de demain" (ECLM, 2014) le 7 mai, lors de la 6^{ème} Foire Ecobiologique Humus à Chateldon dans le Puy de Dôme.

Participation à la soirée projection/débat "Les semences en question" le 12 mai avec le Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac, soirée organisée par le Réseau des Semeurs de jardin au Mas des Moulins à Montpellier (34).

Représentation de la pièce "Le Péché ogémiqque", soirée co-organisée avec le Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac, le 22 juillet au **CLAP** à LODEVE (34).

Formation sur l'agroécologie paysanne et la gestion des ravageurs, en août, en collaboration avec la COFERSA et l'IPR de Katibugu, et soutenue par la FAO dans le cadre du programme « Consolidation des approches de l'Agriculture Intégrée pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et pour la biodiversité au Mali ».

"Privatisation du vivant et reconstruction des droits collectifs sur les semences", conférence de R.A. Brac de la Perrière (Coordinateur de BEDE) au Salon Valériane à Namur (Belgique) le 4 septembre,

Participation à la Journée de la Transition citoyenne, le 4 septembre à Montpellier (34).

Participation aux Journées de la Figue et du Figuier de Bejaïa (Algérie) du 22 au 24 septembre. (voir dans ce rapport).

Formation au maraîchage naturel, 6^{ème} session : Faire ses semences, co-animée par BEDE et Yasagu à Bamako (Mali) le 30 octobre.

Formation "Les bases de la génétique pour la sélection des variétés populations à la ferme" à Montpellier et au Bousquet d'Orb (Hérault) les 14 et 21 novembre, co-animée avec les Semeurs du Lodévois-Larzac. (voir dans ce rapport).

Formation "Produire ses semences locales en agroécologie paysanne" avec la Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA) du 23 au 27 novembre à Sikasso (Mali). (voir dans ce rapport).

Participation aux Journées de l'Arbre, de la Plante et du Fruit organisées les 26 et 27 novembre par l'Association Dimanches Verts à St Jean du Gard. Stand et intervention à la table ronde sur les arbres de la Méditerranée. (voir dans ce rapport).

Organisation et animation de l'atelier "Pour une approche conjointe de la nutrition et de la biodiversité au Mali : opportunités et défis" les 6 et 7 décembre, avec la Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (COFERSA) et la FAO à Ségou (Mali) (voir dans ce rapport).

Organisation et animation de l'atelier "Pour le partage des visions et stratégies des organisations paysannes pour la reconnaissance des semences paysannes et les droits des agriculteurs" (IRPAD / BEDE avec la CNOP, l'AOPP et le COASP) du 12 au 14 décembre, au Centre Nyéléni à Sélingué (Mali).

VIE ASSOCIATIVE

La dernière Assemblée générale a eu lieu vendredi 22 juillet 2016 au CLAP de Lodève (Hérault).

► **Conseil d'Administration** : Alain Del Vecchio, semeur de jardins ■ Patrice Gaudin, technicien en agriculture biologique ■ Marie Giraud, maraîchère ■ Martin Lacroix, biologiste, coordinateur de projets ■ François Liaud, formateur au CFPPA (Centre de formation professionnelle et de promotion agricole), retraité ■ Pascale Moity-Maïzi, maître de conférence HDR en socio-anthropologie ■ Nathalie Ramos, animatrice associative ► **Bureau** : Pascale Moity-Maïzi, présidente et François Liaud, trésorier. Le conseil d'administration s'est réuni trois fois en 2016 (février, juin, octobre) ► **Équipe permanente** : Anne Berson, coordinatrice des programmes en Afrique de l'Ouest, basée à Ségou au Mali ■ Nordine Boulahouat, coordinateur des programmes au Maghreb ■ Bob Brac de la Perrière, coordinateur général des programmes ■ Christine Domerc, responsable éditoriale (publications, site, lettre d'info) ■ Athénaïs Grandjean puis Carole Munuera, assistantes administratives (mi-temps) ■ Audrey Turquet, responsable de la gestion administrative et comptable.

